

Pour l'éviction de l'impérialisme français du Proche-Orient et d'Afrique du Nord

Pour la révolution socialiste en Syrie, en Égypte et en Tunisie

Depuis 2009, le mouvement ininterrompu des masses en Afrique du Nord et au Proche-Orient marque un tournant politique des rapports entre les classes au plan mondial. D'une part, l'équilibre fragile instauré par l'impérialisme dominant dans cette région du monde est déstabilisé. D'autre part, sont la cible directe des masses, non seulement les royaumes installés par les colonialistes français et britanniques, mais aussi les républiques fondées par les nationalistes qui avaient affronté l'impérialisme et qui avaient pris la place des différentes administrations coloniales.

Dans toute la région, des mouvements révolutionnaires s'inspirant l'un de l'autre ont éclaté contre le chômage de masse et l'inflation, mais aussi le despotisme des monarchies (Bahreïn, Maroc, Arabie saoudite...), des régimes bourgeois issus du nationalisme panarabe (Tunisie, Égypte, Libye, Syrie, Cisjordanie, Algérie, Yémen...) ou contre le régime bourgeois nationaliste clérical d'Iran. Les uns n'avaient rien à envier aux autres en termes de répression anti-ouvrière et de privation de libertés démocratiques.

En Tunisie et en Égypte, les travailleurs et les jeunes sont parvenus à chasser Ben Ali et Moubarak après des mois de luttes héroïques. Les puissances impérialistes occidentales et l'armée bourgeoise les ont frustrés de leur victoire, une partie de la bourgeoisie nationale se regroupant désormais derrière les partis islamistes. Hier encore, elles soutenaient les dictateurs au prétexte du péril islamiste !

En Libye, les masses se sont insurgées contre Kadhafi. L'impérialisme français qui, via Sarkozy, avait soutenu Ben Ali en Tunisie jusqu'au bout a pris alors l'initiative de propulser un « Conseil national transitoire » et d'intervenir militairement, avec l'impérialisme britannique et l'impérialisme américain, pour éviter toute révolution sociale et marginaliser ses rivaux italien, allemand et chinois. Le CNT est un ramassis d'anciens caciques du régime reconvertis, d'islamistes, de « démocrates » bourgeois. Ce gouvernement bourgeois clérical, non élu, renforce la charia, pratique la torture contre ses opposants et se révèle incapable d'unifier le pays.

En Syrie, c'est avec un courage et une détermination inouïs que les masses affrontent jour après jour l'armée d'Al-Assad et la police politique du Baas, entraînant le basculement de plus en plus de déserteurs dans le camp des insurgés. Si l'impérialisme russe et l'impérialisme chinois s'obstinent à défendre la dictature, les impérialismes occidentaux et le gouvernement de l'AKP islamiste de Turquie ont mis préventivement en place un « Conseil national syrien » et ils menacent d'intervenir comme ils l'ont fait en Irak, en Afghanistan et en Libye.

Soudain, le miracle se produisit. Miné par les divisions, il y a deux semaines encore, le Conseil national syrien (CNS) vient miraculeusement d'accoucher d'une « charte », sorte de projet politique dessinant la Syrie de l'après-Assad. Cette avancée doit beaucoup à l'activisme en coulisses des diplomates français et américains. (Le Figaro, 30 mars 2012)

Dans tous ces pays, après la seconde guerre mondiale, les bourgeoisies se constituèrent en classe dominante dans le cours de la lutte de mouvements nationalistes panarabes, le plus souvent des cadres de l'armée, pour l'indépendance nationale et la décolonisation, puis autour de l'État bourgeois, en s'appuyant sur la bureaucratie de l'ex-URSS.

Coincées entre la pression de l'impérialisme et le risque de révolution sociale, toutes ces bourgeoisies se sont révélées incapables d'unifier les peuples arabes comme elles le prétendaient : au contraire, elles ont maintenu les frontières héritées du colonialisme. En guise de démocratie et de socialisme, elles s'en sont remises à des bonapartes comme Nasser, Bourguiba, Al-Hafez, Kadhafi qui ont mis en place des régimes policiers dont l'appareil de répression était dirigé contre le prolétariat, les paysans pauvres et les minorités nationales, pour garantir à la fois leur domination sur les masses et leur coopération avec les puissances impérialistes. Les unes après les autres les bourgeoisies arabes se sont mises à reconnaître et accepter, ouvertement, secrètement ou implicitement l'existence de l'État colon d'Israël contre les revendications du peuple palestinien.

À cette époque, la bureaucratie au pouvoir en URSS, qui a soutenu en 1947-1948 la création par l'impérialisme américain et le sionisme de l'État d'Israël, a appuyé la mainmise des colonisateurs bourgeois sionistes sur la Palestine et a subordonné les organisations ouvrières de la région aux fractions prétendument « progressistes » des bourgeoisies arabes ou perse. Au nom d'une étape démocratique et anti-impérialiste, le stalinisme, avec le renfort ultérieur des prétendues « 4^e Internationales » du SI-SU pabliste et du CI healyste, ont empêché que la classe ouvrière et son parti prennent la tête des masses exploitées et opprimées, ce qui aurait permis une véritable indépendance et une réforme agraire radicale, ce qui aurait garanti les droits des minorités nationales et les libertés démocratiques.

Le mouvement révolutionnaire des masses se révoltant contre Kadhafi et Assad, chassant Ben Ali et Moubarak, a constitué une première défaite non seulement pour ces régimes et pour les puissances impérialistes, mais aussi un démenti cinglant à tous les héritiers du stalinisme et du centrisme pro-stalinien qui gangrèment toujours le mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, contre le mouvement révolutionnaire des masses en Syrie, tous les courants réformistes (ex-staliniens pro-Kremlin, sociaux démocrates) et semi-réformistes (maoïstes, pseudo-trotskystes) :

- soit appuient le CNS et réclament l'intervention « humanitaire » de l'ONU, en fait des armées impérialistes, comme si les puissances impérialistes n'étaient pas les premières responsables de la montée du fondamentalisme religieux dans le monde entier, de l'arriération économique de la région, de la colonisation sioniste et du maintien des dictatures.

Par exemple, le Parti de gauche, le Parti socialiste et le Parti communiste français font confiance à l'ONU et réclament à leur impérialisme des « sanctions » ... en fait déjà prises par Sarkozy, Obama et Cameron.

Le veto opposé par la Russie et la Chine, samedi dernier au Conseil de sécurité des Nations Unies, à l'adoption d'une résolution qui avait cependant été rédigée en tenant compte de leurs inquiétudes, apparaît bien aujourd'hui pour ce qu'il est... C'est la mafia dirigeante qu'il faut atteindre par des mesures de coercitions (gel des avoirs des dirigeants du régime à l'international, non délivrance de visas, etc.) pour l'obliger à lâcher prise ! (PdG, 9 février 2012)

Je regrette vivement l'impuissance actuelle du Conseil de Sécurité des Nations Unies, entravé par les positions inacceptables de la Russie et de la Chine. Le Parti socialiste demande l'intensification des efforts diplomatiques pour parvenir à l'adoption d'une résolution ferme, visant à faire cesser les violences, qui facilitera la transition démocratique. (Aubry, PS, 20 février 2012)

C'est une issue politique qui doit s'imposer, avec le maximum de pression sur le régime de Bachar Al Assad en particulier pour des sanctions ciblées... (PCF, 7 mars 2012)

- soit s'arc-boutent dans la défense du régime de Bachar El Assad, en invoquant les manœuvres de l'impérialisme, du sionisme, des islamistes, comme si l'entrée dans la lutte de millions de travailleurs contre une dictature bourgeoise pouvait être le résultat d'un complot.

Que les principaux États impérialistes manœuvrent ne fait aucun doute. Mais contre qui ? D'abord et avant tout contre le risque révolutionnaire du mouvement des masses syriennes. Avec qui ? Sinon toutes les forces de la réaction, dont les armées bourgeoises qui ont fait la preuve de leur caractère contre-révolutionnaire en Algérie, en Libye, en Égypte et en Syrie, et les partis islamistes qui ont réalisé la contre-révolution pour le compte de la bourgeoisie en Iran et qui vertèbrent la réaction bourgeoise en Turquie, en Égypte et Tunisie...

Sarkozy, après avoir soutenu tous les régimes militaro-policiers de la région tant que les masses ne leur avaient pas donné l'assaut, après avoir invité Bachar Al-Assad lors des cérémonies du 14 juillet 2008 à Paris, cherche aujourd'hui, avec Obama et Erdogan, la meilleure transition possible pour assurer l'ordre bourgeois en Syrie.

En aucun cas, les révolutionnaires ne sauraient confondre le combat intangible contre toute intervention impérialiste envers un pays dominé, quel que soit son régime, avec le soutien politique à Assad et au Baas. L'occupation impérialiste de l'Afghanistan avec le concours de l'armée française, la présence des troupes françaises au Liban, l'implantation de bases militaires françaises aux Émirats arabes unis, à Djibouti, doivent être combattues par toutes les organisations ouvrières, comme doit être dénoncé le blocus de l'Iran orchestré par l'ONU et toute menace d'intervention sioniste ou impérialiste contre la Syrie et contre l'Iran. Mais, en même temps, les révolutionnaires sont avec les masses de Syrie et d'Iran qui cherchent à renverser les dictatures bourgeoises du Baas et des mollahs.

Aujourd'hui, le prolétariat de Tunisie et d'Égypte est devant une question décisive, alors que la bourgeoisie regroupe ses forces autour de l'armée et sur l'axe de l'islamisme contre-révolutionnaire. Le prolétariat de Syrie est confronté au boucher Assad soutenu par les impérialismes chinois et russe alors que le CNS mise sur les impérialismes occidentaux, veut maintenir l'unité de l'armée bourgeoise et laisse désarmées les masses face aux corps de répression.

Sur quelle perspective politique combattre ? Pour l'instant, aucune organisation ouvrière ne se place dans la perspective d'en finir avec l'exploitation, ni n'ouvre la perspective urgente du gouvernement ouvrier et paysan, de la destruction de l'État bourgeois et de la prise du pouvoir par les travailleuses et les travailleurs organisés en conseils démocratiques et centralisés. C'est pourtant le seul chemin pour répondre aux revendications immédiates des masses, tant économiques que démocratiques. Dans ces deux pays, à notre connaissance, toutes les organisations du mouvement ouvrier repoussent à un horizon lointain la prise du pouvoir par le prolétariat. Ainsi ont-elles soutenu le processus des élections à l'Assemblée constituante mis en place dans un cadre strictement délimité par le nouveau gouvernement bourgeois tunisien comme elles défendent en Égypte la perspective d'un simple gouvernement civil (au lieu d'un gouvernement ouvrier), après avoir longtemps prétendu que l'armée était du côté du peuple. Cette capitulation devant la bourgeoisie s'oppose aux besoins pressants des masses, les paralyse politiquement et laisse le terrain aux forces les plus réactionnaires qui tentent de restructurer l'État bourgeois.

Sans parti ouvrier révolutionnaire, les femmes, les jeunes et les travailleurs salariés de Tunisie, de Libye et d'Égypte, malgré leur énergie et leur courage, se retrouvent impuissants face à la contre-révolution bourgeoise, militaire ou islamiste. Sans parti ouvrier révolutionnaire, les masses de Syrie sont désarmées militairement et politiquement par l'opposition bourgeoise qui veut préserver l'armée bourgeoise et qui mise sur l'ONU ou la Ligue arabe.

Seul un parti de type bolchevique peut avancer la perspective d'un gouvernement procédant des conseils ouvriers et paysans et de l'armement des travailleurs, un gouvernement ouvrier et paysan qui :

- expropriera les grandes entreprises nationales et étrangères sans indemnité ni rachat
- expropriera les banques nationales et étrangères sans indemnité ni rachat
- garantira les salaires et les emplois
- redistribuera la terre aux paysans avec les moyens de la cultiver
- mettra en place un plan de production conforme aux immenses besoins de la société
- donnera toutes les libertés démocratiques individuelles et collectives
- assurera l'émancipation des femmes
- instituera la séparation de l'État et de la religion
- défendra les droits des minorités ethniques, religieuses et sexuelles
- ouvrira la perspective de la fédération socialiste du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, de la fédération socialiste de la Méditerranée.

Une révolution socialiste victorieuse en Syrie, en Égypte ou en Tunisie serait un point d'appui pour le prolétariat mondial et pour les peuples en lutte pour leur émancipation politique et sociale. L'impact serait d'autant plus grand en Italie ou en France, où une partie de la classe ouvrière est originaire d'Afrique du Nord.

Dans les centres impérialistes comme la France, la tâche la plus urgente est d'imposer le front unique des syndicats et des partis d'origine ouvrière contre toute intervention en Syrie ou en Iran.

Pour affaiblir l'impérialisme et l'extirper, le prolétariat des pays dominants doit s'opposer à toute immixtion de sa bourgeoisie dans le monde, exiger l'ouverture des frontières aux travailleurs et aux jeunes de Tunisie, de Syrie, d'Égypte, d'Iran..., lutter pour le renversement de tout gouvernement bourgeois et pour instaurer un gouvernement ouvrier qui ouvrira la perspective du socialisme mondial. Pour cela, en France aussi, il faut construire le parti ouvrier révolutionnaire, section de l'internationale ouvrière révolutionnaire.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

8 avril 2012

Comité Communiste Internationaliste (Trotskyiste)
Groupe Bolchevik [Collectif Révolution Permanente]